

## Les entreprises sociales pendant la pandémie de Covid-19. Le cas de la Roumanie

Luiza IONESCU<sup>1\*</sup>

**Résumé:** Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, il est nécessaire d'accorder une attention croissante aux groupes vulnérables et au risque d'aggravation des disparités sociales. Alors, l'entreprise sociale vient proposer un remodelage et un réajustement à la nouvelle réalité, en soutenant un modèle d'affaire qui fait passer les gens avant les profits. La méthode d'analyse comparative dans le temps et dans l'espace permet de mettre en pratique la démarche de recherche qui vise plusieurs aspects clés : l'évolution des entreprises sociales en Roumanie avant et pendant la pandémie de Covid-19; répartition des entreprises sociales de Roumanie par domaines d'activité ; répartition des entreprises sociales par départements de Roumanie ; analyse du nombre total d'employés et du nombre d'employés des groupes vulnérables dans les entreprises sociales; analyse de la viabilité des entreprises sociales dans la prochaine période, en identifiant et en délimitant des solutions pour la Roumanie.

**Mots-clés:** entreprise sociale, entreprise d'insertion sociale, analyse, viabilité.

### 1. Introduction

Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a officiellement déclaré l'épidémie de COVID-19 comme pandémie mondiale. Cela a provoqué un choc socio-économique dans le monde entier. La Roumanie a déclaré l'état d'urgence le 16 mars 2020, un état qui a duré jusqu'au 14 mai 2020. Les effets de cette pandémie se font encore sentir à l'échelle mondiale et à l'heure actuelle. Évidemment, tous les secteurs de l'économie ont été touchés à des degrés divers, plus ou moins élevés, selon plusieurs facteurs.

Dans ce contexte, la question clé de l'approche de recherche proposée est: dans quelle mesure la crise socio-économique provoquée par la pandémie a-t-elle influencé les entreprises sociales en Roumanie? Pour répondre à cette question, en utilisant la méthode d'analyse comparative, nous avons examiné

---

<sup>1</sup> Université Valahia de Târgoviste, Roumanie, luizaionescu75@yahoo.com

\* Auteur correspondant.

plusieurs aspects, tels que l'évolution des entreprises sociales en Roumanie avant et pendant la pandémie de Covid-19, la répartition des entreprises sociales de Roumanie par domaines d'activité, la répartition des entreprises sociales par départements et régions de Roumanie, l'analyse du nombre total d'employés et du nombre d'employés des groupes vulnérables dans les entreprises sociales.

Dans le même temps, nous avons jugé important d'analyser la viabilité des entreprises sociales au cours de la prochaine période, en identifiant et en délimitant quelques solutions avec applicabilité en Roumanie (en tenant compte des réglementations légales).

Concernant les réglementations légales, il est important de mentionner le fait qu'en Roumanie, en 2015, le Parlement de Roumanie a adopté la Loi n°219 sur l'économie sociale, ayant pour objet de réglementer le domaine de l'économie sociale, de l'instituer mesures visant à promouvoir et à soutenir l'économie sociale. Cette loi réglemente également les conditions d'attestation des entreprises sociales et des entreprises sociales d'insertion.

Conformément à la Loi n°219/2015, une entreprise sociale est définie comme toute personne morale de droit privé qui exerce des activités dans le domaine de l'économie sociale, qui détient un certificat d'entreprise sociale et respecte les principes suivants :

- priorité donnée à l'individu et à l'intérêt social, au détriment de celui donné à l'augmentation du profit;
- solidarité et responsabilité collective ;
- convergence entre les intérêts des membres associés et l'intérêt général et/ou les intérêts d'une communauté;
- le contrôle démocratique des membres, exercé sur les activités menées;
- caractère bénévole et libre de l'association dans les formes d'organisation propres au domaine d'économie sociale;
- personnalité juridique distincte, autonomie de gestion et indépendance vis-à-vis des autorités publique;
- allouer la plus grande partie du bénéfice / excédent financier à réaliser des objectifs d'intérêt général, d'une communauté ou dans l'intérêt personnel non patrimonial de membres.

L'entreprise d'insertion sociale est, conformément à la loi énoncée ci-dessus, l'entreprise sociale qui: a, en permanence, au moins 30% du personnel employé appartenant au groupe vulnérable, de sorte que le temps de travail cumulé de ces salariés représente au moins 30 % du total le temps de travail de tous les salariés; vise à lutter contre l'exclusion, la discrimination et le chômage par l'insertion socioprofessionnel des personnes défavorisées.

Le statut d'entreprise sociale est reconnu par l'octroi d'un certificat d'entreprise sociale et le statut d'entreprise d'insertion sociale est attesté par l'octroi de la marque sociale.

## **2. L'importance de l'économie sociale et des entreprises sociales – bref approche**

En Europe, en conformité avec la Déclaration de Mannheim sur l'économie sociale du «Sommet européen de l'économie sociale 2021» au Plan d'action européen pour l'économie sociale, cela se compose d'une gamme de formes organisationnelles diverses qui sont façonnées par des circonstances nationales et des systèmes de protection sociale différents, mais partagent des valeurs et des objectifs communs combinant activités économiques durables avec un impact social positif. Les entreprises sociales jouent un rôle crucial dans la création et le maintien de l'emploi, le renforcement des cohésions, stimuler la croissance inclusive, ainsi que générer l'innovation sociale. Ils promeuvent également une citoyenneté active, la solidarité et une économie aux valeurs démocratiques. Aussi, l'économie sociale peut jouer un rôle important dans la gestion et l'atténuation des impacts à court et à long terme de la crise du COVID-19 sur l'économie et la société.

L'économie sociale européenne prend de plus en plus d'importance dans le système économique européen [2]. En effet, selon une étude réalisée en 2017 par le Comité économique et social européen et le CIRIEC [1], « Évolutions récentes de l'économie sociale dans l'Union européenne », l'économie sociale européenne fournit :

- plus de 2,8 millions d'entités et d'entreprises ;
- plus de 13,6 millions d'emplois rémunérés en Europe ;
- plus de 232 millions de membres de coopératives, mutuelles et entités assimilées ;
- l'emploi d'une main-d'œuvre de plus de 19,1 millions de personnes, comprenant les personnes rémunérées et non rémunérées.

En Roumanie, selon l'Institut d'Economie Sociale (IES) du Fondation pour le Développement de la Société Civile, l'économie sociale (également appelée « économie solidaire » ou « troisième secteur ») s'est développée à partir de la nécessité de trouver des solutions nouvelles et innovantes aux problèmes sociaux, économiques ou environnementaux des communautés et pour répondre aux besoins des membres de la communauté qui sont ignorés ou insuffisamment couverts par le secteur public ou privé [3].

- Les entreprises sociales peuvent également contribuer à [4]:
- développer une société inclusive et participative;
  - encourager et responsabiliser les membres de la communauté à participer à la résolution des problèmes locaux;
  - offrir une nouvelle façon de fournir des services dans l'intérêt général ou dans l'intérêt d'une certaine communauté.

### 3. Evolution du nombre d'entreprises sociales en Roumanie

Afin d'observer comment une crise, comme celle provoquée par la pandémie de Covid-19, influence la disparition ou la création d'entreprises sociales (y compris les entreprises d'insertion sociale), nous proposons une analyse de l'évolution du nombre de ces entreprises dans la période précédente et celle qui comprend la pandémie (voir le tableau 1 et le tableau 2).

**Tableau 1.** Les entreprises sociales - Roumanie: période 2016-2021

Période	Nombre total de certificats délivrés (valeurs cumulées)	Nombre d'entreprises sociales nouvellement certifiées par an	Nombre de certificats retirés
L'année 2016	48	48	-
L'année 2017	98	50	2
L'année 2018	113	15	15
L'année 2019	126	13	23
L'année 2020	644	518	5
Septembre, l'année 2021	2392	1748	12

Source : ANOFM - Roumanie, Registre unique des entreprises sociales, traitement de l'auteur.

Dans le Tableau 1, on peut voir qu'avant de l'année 2020, en Roumanie, il y avait moins d'entreprises sociales certifiées selon la loi en vigueur. Après cette année, le nombre d'entreprises sociales a considérablement augmenté (avec 518 en 2020, et avec 1748 au cours des 9 premiers mois de 2021), de sorte qu'à fin de septembre 2021 leur nombre était d'environ 2300. Concernant le nombre de certificats retirés, le nombre sur la période 2020-2021 est inférieur à celui de la période 2016-2019.

A noter que la plupart des entreprises sociales certifiées sur la période 2020-2021 ont été financées avec des fonds européens.

On peut constater alors que la période pandémique n'a pas empêché la création et l'attestation d'entreprises sociales, tant qu'il y avait des financements avec des fonds européens.

**Tableau 2.** Les entreprises d'insertion sociale - Roumanie: période 2016-2021

Période	Nombre total de marques sociales délivrés (valeurs cumulées)	Nombre d'entreprises d'insertion sociale certifiées par an	Nombre de marques sociales retirés
L'année 2016	2	2	-
L'année 2017	9	7	-
L'année 2018	13	4	-
L'année 2019	16	3	2
L'année 2020	28	12	3
Septembre, l'année 2021	113	85	1

Source : ANOFM - Roumanie, Registre unique des entreprises sociales, traitement de l'auteur.

Concernant l'évolution des entreprises d'insertion sociale, on peut remarquer suivants: bien qu'il y ait une augmentation, leur nombre est relativement petit, en représentant (en septembre 2021) environ 4,5% du nombre total d'entreprises sociales.

#### **4. Analyse des aspects clés des entreprises sociales**

Il est important d'analyser les domaines d'activité dans lesquels les entreprises sociales choisissent d'opérer.

En conformité avec le Registre unique des entreprises sociales, en Roumanie, les plusieurs entreprise sociales sont répartis sur les domaines d'activité suivants :

- Industrie manufacturière;
- Éducation;
- Constructions;
- Activités professionnelles, scientifiques et techniques;

- Santé et assistance sociale;
- Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules à moteur et de motos;
- Autres activités de services.

L'innovation sociale est importante et elle peut être influencée par le domaine d'activité, par les possibilités réelles d'application en tenant compte des spécificités de chaque domaine.

En ce qui concerne la distribution sur le territoire, le tableau 3 présente le nombre des entreprises sociales par régions de développement et par départements (septembre, 2021).

Dans le tableau 3, on voit l'existence d'un grand nombre d'entreprises sociales dans la Région de développement du Centre et dans la Région de développement du Sud - Muntenia, tandis que pour la région de développement de Bucarest - Ilfov et la région de développement de l'ouest, le nombre d'entreprises sociales est plus faible.

Nous constatons que les régions les plus développées de la Roumanie ont un plus petit nombre d'entreprises. Ceci s'explique par le fait que les fonds européens (utilisés entre autres dans le financement des entreprises sociales) sont alloués en priorité aux zones considérées comme moins développées.

**Tableau 3.** Les entreprises sociales par régions de développement et par départements - Roumanie : septembre, 2021

Régions de développement, Départements	
Région de développement du <b>Nord-Est</b> : Bacău (37), Botosani (45), Iasi (116), Neamt (38), Suceava (43), Vaslui (10).	289
Région de développement du <b>Sud-Est</b> : Brăila (56), Buzău (89), Constanta (96), Galati (43), Tulcea (42), Vrancea (53).	379
Région de développement du <b>Sud - Muntenia</b> : Arges (109), Călărași (26), Dâmbovită (102), Giurgiu (67), Ialomita (26), Prahova (113) și Teleorman (25).	468
Région de développement du <b>Sud-Ouest Oltenia</b> : Dolj (126), Gorj (48), Mehedinti (27), Olt (19), Vâlcea (55).	275
Région de développement du <b>Ouest</b> : Arad (15), Caras-Severin (9), Hunedoara (11), Timiș (39).	74
Région de développement du <b>Nord-Ouest</b> : Bihor (38), Bistrița-Năsăud (7), Cluj (167), Maramures (140), Satu-Mare (15) și Sălaj (10).	377
Région de développement du <b>Centre</b> : Alba (295), Brasov (100),	525

**Global interferences of knowledge society**

Covasna (15), Harghita (8), Mureş (23), Sibiu (84).	
Région de développement <b>Bucuresti - Ilfov</b> : Bucuresti (4), Ilfov (1).	5

Source : ANOFM - Roumanie, Registre unique des entreprises sociales, traitement de l'auteur.

Dans le tableau 4, nous avons synthétisé les informations sur nombre total d'employés et du nombre d'employés des groupes vulnérables dans les entreprises sociales.

**Tableau 4.** Le nombre d'employés dans les entreprises sociales Roumanie : septembre, 2021

Employés		Employés des groupes vulnérables	
Entreprises sociales	Nombre d'employés	Entreprises sociales	Nombre d'employés des groupes vulnérables
18	>10 personnes	2	16÷18 personnes
86	1÷10 personnes	66	1÷10 personnes
2288	0 personnes	2324	0 personnes

Source : ANOFM - Roumanie, Registre unique des entreprises sociales, traitement de l'auteur.

Il est évident que l'on trouve un petit nombre d'employés (y compris ceux issus de groupes vulnérables) dans les entreprises sociales en Roumanie.

Les ressources humaines sont très importantes pour assurer la pérennité des entreprises sociales. Le besoin en personnel devient ainsi une priorité, ce qui peut être un véritable défi pour les entrepreneurs.

Bien que l'objectif principal ne soit pas de faire du profit, mais d'améliorer les conditions de vie et d'offrir de nouvelles opportunités aux personnes défavorisées ou appartenant à des catégories vulnérables [2], il est important de prêter attention à la viabilité économique des entreprises sociales.

Relativement peu d'entreprises parviennent à rester sur le marché à long terme. N'oublions pas que c'est difficile pour toute entreprise, pas seulement pour l'économie sociale.

Les spécialistes proposent plusieurs solutions pour assurer la viabilité des entreprises sociales [3, 4]. Parmi ceux-ci, je considère pertinent les suivants:

- assurer l'équilibre et la complémentarité entre la mission sociale et la viabilité économique;
- la formation des ressources humaines dans l'entrepreneuriat social;
- développer une culture d'entrepreneuriat social;
- changer l'approche traditionnelle du concept social;
- les politiques publiques doivent tenir compte de la diversité des besoins et des capacités des entreprises sociales;
- instruments de prêt;
- facilités fiscales / non fiscales.

## 5. Conclusions

Les entreprises sociales existantes au moment de l'analyse (septembre 2021) sont financées principalement par des fonds européens. Ainsi, les conclusions insérées dans le contenu de l'article peuvent être légèrement déformées. Pour des conclusions pertinentes, il faut continuer les recherches à l'avenir, surtout dans la période où le soutien financier extérieur prend fin. Au lieu de conclure finale, nous proposons une autre question comme thème de recherches futures sur le sujet proposé : combien d'entreprises sociales pourront être pérennes et maintenir leur mission sociale après la crise pandémique et dans les conditions sans financement de fonds européens importants ?

## Bibliographie

- [1] Comité économique et social européen, *Évolutions récentes de l'économie sociale dans l'Union européenne, Synthèse*, 2017, disponible on-line à : <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/c1f1e8e6-bd27-11e7-a7f8-01aa75ed71a1>.
- [2] Eurodiaconia, *Youth inclusion through social entrepreneurship*, 2017, disponible on-line à : [https://www.eurodiaconia.org/wordpress/wp-content/uploads/2017/02/MISC\\_26\\_16-Social-Entrepreneurship-and-Youth-Unemployment.pdf](https://www.eurodiaconia.org/wordpress/wp-content/uploads/2017/02/MISC_26_16-Social-Entrepreneurship-and-Youth-Unemployment.pdf).
- [3] Institut d'Economie Sociale (IES), *Qu'est-ce que l'économie sociale?*, disponible online : <http://www.ies.org.ro/ce-este-economia-sociala-1>.
- [4] Jenkins, Hamish, Ilcheong Yi, Samuel Bruelisauer et Kamen Chaddha, *Lignes directrices pour les gouvernements locaux sur les politiques publiques en faveur de l'économie sociale et solidaire*. Genève : UNRISD, 2021, nombre de pages: 80.